

un autre projet est possible

collectif-cptg.org



Des légumes menacés d'expulsion ! Lutte contre le projet EuropaCity des légumes passent en procès ce mercredi !

Le Collectif pour le Triangle de Gonesse (CPTG), est convoqué ce mercredi 11 juillet à 9 h 30 au Tribunal de grande instance de Pontoise, à la demande de l'Établissement public foncier d'Ile de France (EPFIF), qui réclame l'expulsion... des légumes que nous cultivons depuis un an et demi sur une parcelle du Triangle de Gonesse, à l'endroit même retenu par le groupe Auchan pour construire le projet EuropaCity.

EuropaCity est ce mastodonte que le groupe Auchan et son allié chinois Wanda veulent faire sortir de terre sur le Triangle de Gonesse, l'une des dernières zones agricoles proches de Paris, entre le Bourget et Roissy. Le projet prévoit 230.000 m2 de zones commerciales, des hôtels, un parc aquatique climatisé et une piste de ski artificielle. **Une construction démesurée, qualifiée de « folie des grandeurs » par Nicolas Hulot la semaine dernière.**

En mars dernier, l'EPFIF, qui est le bras armé de la région Ile-de-France pour le foncier, a fait parvenir un courrier au CPTG le sommant de quitter une parcelle cultivée depuis mai 2017. Il s'agit d'un terrain de taille assez modeste (environ 3000 m2) le long de la D170 et dont l'usage avait été laissé par un agriculteur.

Depuis un an et demi, des bénévoles s'y retrouvent le dimanche pour cultiver divers légumes, afin de montrer la véritable vocation du triangle de Gonesse : devenir un lieu de production de légumes de qualité pour les habitants de l'Ile-de-France. **Le 27 mai dernier, plus d'un millier de personnes y ont participé à la deuxième édition de la « Fête des Terres de Gonesse ».**

« Des choux illégaux ? Des radis clandestins ? Des poireaux défendus ? De toute évidence, notre jardinage dominical constitue aux yeux de certains un dangereux trouble à l'ordre public », s'était exclamé en mars dernier Bernard Loup, le président du CPTG. **L'avis, remis par huissier, faisait « sommation de procéder à la suppression, à vos frais, des plantations effectuées sans droit ni titre sur la parcelle », et menaçait le CPTG d'un référé.**

C'est ce référé qui sera examiné par le Tribunal de Pontoise ce mercredi 11 juillet. Au moment où le gouvernement fixait l'objectif « zéro artificialisation », il sera intéressant de voir comment la région justifiera sa demande d'arrachage de quelques légumes en vue de la construction d'un centre commercial.

Le CPTG invite la presse à venir écouter ce moment d'équilibrisme.

Et enjoint tous ses soutiens à venir porter assistance à ces légumes en danger :

mercredi 11 juillet dès 9h

au TGI de Pontoise [3 Rue Victor Hugo, 95300 Pontoise](#)

à 700m de la gare de Pontoise (trains au départ des gares du Nord ou Saint Lazare).

La terre ne nous appartient pas, nous l'héritons de nos ancêtres et nous l'empruntons à nos enfants.

Contact Presse : Bernard Loup : 06 76 90 11 62- nonaeuropacity@gmail.com



Pour les journalistes, notre site met à disposition des chiffres, vidéos, des dossiers thématiques et des photos libres de droit et réutilisables.

Historique des communiqués de presse



Sur Facebook, likez, suivez, partagez !



Sur Twitter, suivez, retweetez !